



La Presse (site web) - Le Soleil
Mercredi 13 novembre 2013

Recrutement en dents de scie au ministère des Transports

Annie Morin

Les professionnels du génie sortent pratiquement aussi vite du ministère des Transports du Québec (MTQ) qu'ils y entrent, lui qui s'est donné comme objectif de créer près d'un millier de postes d'ici 2017-2018 dans un effort pour ramener de l'expertise et combattre la corruption et la collusion.

Québec - Le 20 octobre 2011, le gouvernement libéral de Jean Charest promettait l'embauche de 970 employés supplémentaires (équivalent temps complet) au MTQ sur un horizon de cinq ans, en réaction au rapport Duchesneau déplorant la fuite d'expertise au profit du secteur privé. Ce sont principalement des ingénieurs et des techniciens en travaux publics (TTP) qui sont recherchés, des ressources rares, mais pas nécessairement en pénurie.

Le MTQ n'a pas démarré le compteur immédiatement. Heureusement, car le nombre de professionnels a diminué cette année-là. En 2012-2013, année de référence choisie, 153 embauches ont été complétées, dont celles de 52 ingénieurs et 46 TTP, portant le total à 1572. Or, il y a eu plusieurs départs en parallèle, pour cause de retraite ou de démission. En les soustrayant, il ne reste que 17 ingénieurs en plus, tandis que le nombre de TTP diminue encore, pour une perte nette de 17 postes.

Confiants

Pour les sept premiers mois de l'année financière en cours, le MTQ rapporte 168 embauches, dont 66 ingénieurs et 52 TTP. Impossible de savoir combien sont partis. «Pour nous, les choses vont bien. [...] Nous sommes bien confiants d'atteindre nos objectifs», dit Jacques A. Nadeau, porte-parole du Ministère.

De son côté, le ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, se félicite d'avoir déjà atteint 88 % de son objectif d'embauche pour 2014 avec 118 nouveaux ingénieurs et 98 techniciens pour un total de 321 employés.

Mais pour Lucie Martineau, présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec, les efforts de recrutement sont loin d'être concluants. «On ne réussit pas à recréer notre expertise», déplore-t-elle, car les travailleurs expérimentés partent et sont remplacés par des recrues, qui s'en vont à leur tour quand elles ont acquis de l'expérience.

Mme Martineau plaide pour des primes de rétention pour les TTP qu'elle représente. Dans le privé, les salaires sont 40 % plus élevés, fait-elle remarquer. «Ils vont nous dire qu'il n'y a pas d'argent, mais il y en a énormément qui se donne en sous-traitance», lance-t-elle.

Michel Gagnon, président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), constate aussi que l'expertise s'effrite, alors que les ingénieurs dans la cinquantaine prennent leur retraite, parfois pour mieux aller travailler au privé, et que le MTQ «est juste capable d'embaucher des jeunes». M. Gagnon se demande ce qu'attend le gouvernement pour améliorer son offre, lui qui est d'accord pour dire qu'une fonction publique forte permet d'économiser de l'argent.

Avec la collaboration de Simon Boivin

Un changement de culture s'opère au ministère des Transports (MTQ) et ses effets se font sentir, assure le ministre Sylvain Gaudreault. Rien que cette année, des économies de l'ordre de 240 millions \$ ont été réalisées, et la création d'une agence des transports permettra selon lui d'aller plus loin.

Le ministre a présenté, mardi, 16 actions d'un plan qui vise à réduire les dépenses, à limiter les extras et à respecter les échéanciers des projets routiers au Québec. Le document prévoit entre autres une meilleure gestion

et planification, et l'utilisation d'un système informatique pour détecter les soumissions suspectes.

«Il y a des choses qu'on va systématiser, indique le ministre. Réduire les extras, mieux contrôler les projets, évaluer le rendement des fournisseurs et exercer un contrôle sur la nature et l'autorisation des dépassements de coût.»

Aux contribuables qui pourraient s'étonner qu'une gestion serrée n'ait pas encore été mise en place au MTQ, le ministre demande de regarder vers l'avenir. La population doit «sentir qu'on met en place des mesures pour éviter des comportements du passé, dit M. Gaudreault. On est dans un changement de culture depuis un an. Et ça va s'intensifier.»

À sa connaissance, pas un seul employé du Ministère n'est soupçonné d'avoir pris part à des stratagèmes de collusion.

La prochaine étape est le dépôt «bientôt» d'un projet de loi pour créer une agence des transports, complémentaire au Ministère. Cette entité indépendante du politique aura la responsabilité de la réalisation des projets et de l'entretien des infrastructures existantes. Comme il s'agira d'une entité autonome, elle pourra offrir des conditions de travail plus concurrentielles aux ingénieurs, par exemple, pour rebâtir l'expertise du Ministère.

«Je suis convaincu que notre projet de loi va tellement être bon que les partis d'opposition» vont être en faveur, a prédit M. Gaudreault.

Simon Boivin

© 2013 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20131113-CY-4710040

PUBLI-C news-20131113-CY-4710040

Ce certificat est émis à **Michel Gagnon** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2014-08-22**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.